



Cette étude est extraite de la [deuxième édition du Manuel d'intelligence économique](#)¹.

États-Unis et Google : une coopétition de puissances

Le numérique dessine une nouvelle géographie de puissances, surpassant les frontières traditionnelles des États-nations. A l'image de la thalassocratie de l'Empire britannique à partir du XVI^e siècle, Pierre Bellanger évoque aujourd'hui une « *Internetocratie* » américaine². La puissance, acquise jadis par la domination des mers, est aujourd'hui déterminée par le contrôle du cyberspace.

Dans son rapport « L'Union européenne, colonie du monde numérique ? »³, la sénatrice Catherine Morin-Desailly dressait, en mars 2013, le constat d'une Europe très vulnérable au sein de cette nouvelle géopolitique. Les révélations d'Edward Snowden, quelques semaines plus tard, confirmaient au monde les méthodes de conquête hors norme utilisées par les États-Unis : espionnage massif et globalisé des services américains à l'égard des personnes et des États, en collaboration avec les géants du Net (Google, Facebook, Apple, Amazon, Twitter etc.). Avec ces révélations, l'utopie libertaire d'un Internet issu de la volonté d'activistes et d'entrepreneurs isolés, suivis par l'adhésion spontanée de la société civile, s'est évanouie. Un terrain favorable et plus encore, une ambition déterminée est à l'œuvre, en matière numérique, aux États-Unis depuis une cinquantaine d'années. Elle allie gouvernement, armée, universités et industrie.

Jusqu'au début des années 2010, cela a permis d'assurer efficacement le développement de l'Internet et sa domination américaine. Aujourd'hui, l'affaire Snowden a atteint la réputation et la solidité de cette alliance, remettant en cause les rapports de force. De fait, la puissance américaine est désormais à l'épreuve au moment où des acteurs privés, à l'image de Google, poursuivent leur conquête avec des objectifs de puissance absolue.

États-Unis : Une puissance numérique à l'épreuve

Le développement de la puissance numérique américaine

L'origine du réseau des réseaux remonte au projet ARPANET de la DARPA (Defense Advanced Research Projects Agency) dans les années 1960. En pleine guerre froide, son ambition était de pouvoir résister à une attaque nucléaire de l'ennemi russe. Ensuite, ce réseau s'est étendu aux universités américaines, dans les années 1970, puis aux superordinateurs disséminés dans les entreprises aux États-Unis dans les années 1980. Le réseau devient alors le National Science Foundation Network (NSFN). Cette évolution est caractéristique du système américain alliant armée, universités et industries. Depuis

¹ Sous la direction de Christian Harbulot, *Manuel d'intelligence économique, 2e édition mise à jour*, PUF, 08/2015

² Bellanger Pierre, *La souveraineté numérique*, Seuil, 2014.

³ Morin-Desailly Catherine, *L'Union européenne, colonie du monde numérique ?*, Rapport d'information n° 443 (2012-2013) fait au nom de la commission des affaires européennes, Sénat, mars 2013.



les années 1990 et le développement du Web, accessible à tous dans le monde, la même logique est toujours présente, pour le bénéfice des intérêts américains.

La gouvernance de la structure du réseau Internet est dirigée par l'ICANN (Internet Corporation for Assigned Names and Numbers). Cette organisation attribue les noms de domaines (tels que .com, .fr, .org, .uk etc.) et gère les adresses IP⁴. Il s'agit donc de compétences intéressantes au même titre tous les acteurs de l'Internet : États, entreprises, associations et individus. Or, l'ICANN est une association de droit privé californien, dont les missions sont encadrées par un contrat conclu avec le département du commerce américain en 1998, qui garde un droit de veto sur les décisions politiques. Pour Louis Pouzin, un ingénieur français pionnier de l'Internet, « la principale fonction de l'ICANN est la collecte d'argent et son utilisation pour l'extension de son influence⁵ ». L'argent collecté est conséquent puisque chaque attribution de nouveau nom de domaine lui rapporte 185 000 dollars. De plus, en cas de revendications de plusieurs acteurs, il est mis en place un système de vente aux enchères. Ce système a permis à l'organisation, à l'occasion de la libéralisation de noms de domaine en 2012, d'empocher 357 millions de dollars en quatre mois. Au-delà de ces revenus, l'autorité des États-Unis sur l'ICANN leur permet de structurer le marché des noms de domaines à leur avantage et de les utiliser à des fins politiques. Par exemple, seuls des universités américaines ou le gouvernement de ce pays possèdent des noms de domaines de premier niveau : « .edu » et « .gov », sans autre extension géographique à la suite (comme les .fr, .be, .es ...). Par ailleurs, lors du déclenchement des conflits en Afghanistan puis en Irak, les noms de domaines .af puis .iq ont été fermés par l'ICANN afin de donner un avantage stratégique aux États-Unis.

Par ailleurs, le gouvernement américain participe largement à l'essor des géants du Web. Pierre Bellanger résume cette situation de manière assez imagée : « la célèbre Silicon Valley, adulée des techno-libertaires ne serait pas ce qu'elle est sans l'injection constante de fonds provenant de l'armée. En fait, nos amis *postbeatniks* fument leurs pétards sur le pont d'envol d'un porte-avions »⁶. A titre d'exemples : Apple avait reçu, à ses débuts, une subvention publique de 500 000 dollars ; Google a pu bénéficier pendant plusieurs années du fuel de la NASA à des prix très avantageux pour ses avions privés. Au niveau des technologies, avant d'être racheté en 2004 par le géant de Mountain View, Google Earth a été développé par Keyhole Inc., une société financée par In-Q-Tel, un fonds d'investissement créé et géré par la CIA. De plus, Google et In-Q-Tel ont investi conjointement, en 2010, dans la société Recorded Future, qui développe un moteur de recherche prédictif. Cette proximité se manifeste également avec des débauchages. Rob Painter, ancien *Director of Technology Assessment* chez In-Q-Tel a été recruté, en 2004, par Google au poste de *Senior Federal Manager*.

Au-delà, la connivence dans le domaine du renseignement, avec la NSA (National Security Agency), est particulièrement forte. De fait, Google est le fournisseur du service Intellipedia, le système hautement sécurisé de partage d'information et de collaboration de 37 000 agents américains du renseignement. De plus, un accord de coopération lie la

⁴ L'adresse IP est le numéro d'identification qui est attribué de façon permanente ou provisoire à chaque appareil connecté au réseau.

⁵ Fayon David, *Géopolitique de l'Internet – Qui gouverne le monde ?*, Paris, Economica, 2013.

⁶ Bellanger Pierre, *La souveraineté numérique*, Seuil, 2014.



NSA à Google. Cet accord a été formalisé, en 2010, suite à une campagne d'intrusions informatiques ayant frappé l'entreprise, et dont la Chine est suspectée d'être l'auteur. Il relève d'une haute confidentialité puisqu'en mai 2012, une association de défense de la vie privée s'est vue rejeter sa demande d'information sur cet accord par la Cour d'Appel de Washington.

Pour les années à venir, cette logique de puissance numérique américaine unie est une question toujours bien inscrite à l'agenda national américain. Cyber 2020, un document du cabinet de conseil Booz Allen Hamilton, explique qu'il faut, désormais, consolider ce leadership américain comme acteur prééminent. Le but est en anglais dans le texte : « *to promote US economic interests and establish a cyber domain that is transparent, accessible, dynamic and secure* »⁷.

L'Amérique a donc bien saisi l'enjeu et fait des questions du numérique un enjeu de puissance économique et de promotion de ses valeurs. Toutefois de sérieuses failles commencent à apparaître dans cette stratégie après l'affaire Snowden.

Vers la fin de la gouvernance américaine de l'Internet ?

Les révélations d'Edward Snowden au printemps 2013, à propos des écoutes massives et généralisées opérées par la National Security Agency (NSA) sur Internet, ont mis en lumière les moyens et méthodes utilisées par les États-Unis. Partout dans le monde des voix se sont élevées contre cet espionnage des ambassades, des institutions gouvernementales, des Chefs d'État et également de tous les utilisateurs de services comme Google, Facebook ou Skype.

Au-delà des déclarations d'intentions et des menaces verbales des dirigeants du monde à l'encontre des États-Unis, des pistes d'évolutions sont avancées. Des pays comme la Russie ou la Chine plaident pour un Internet nationalisé, leur permettant de le contrôler encore davantage. L'Allemagne a avancé l'idée, contestée sur le plan technique, d'un Internet européen. Le Brésil, défendant ses intérêts économiques, se montre à la pointe de ce combat et a pris l'initiative d'organiser en avril 2014, la Conférence NetMundial sur la gouvernance du Net.

Les discussions ouvertes portent, principalement, sur la gouvernance technique de la structure du réseau Internet de l'ICANN (*Internet Corporation for Assigned Names and Numbers*) par les États-Unis. Après l'affaire Snowden, ce pouvoir exorbitant apparaît encore plus insupportable. Les Américains, mis en difficulté quant à leur posture vertueuse ouverte et transparente en matière d'Internet, sont obligés de lâcher du lest. Ainsi, mi-mars 2014, le département du commerce a annoncé son intention de procéder à une transition vers une « privatisation » et une « internationalisation » de l'ICANN. Toutefois, cette avancée ne pourrait être qu'une manœuvre dilatoire puisque des débats parlementaires ont fait valoir que l'internationalisation du système de noms de domaine serait soumise *in fine* au vote du Congrès. Quant à Fadi Chehadé, président de l'ICANN, il

⁷ *Cyber 2020 - Asserting Global Leadership in the Cyber Domain*, 2010, Booz-Allen-Hamilton.



a déclaré, en décembre 2013, que « le transfert autorisé de l'ICANN ne conduira pas à renoncer au contrôle de l'Internet »⁸.

Néanmoins, la place de ces rapports de force entre État-nations n'est pas, dans le domaine du numérique, comparable à celle qui existe traditionnellement en matière de diplomatie et de géopolitique. En effet, lors de la conférence NetMundial, comme au sein d'autres cénacles, tels que le Forum sur la Gouvernance de l'Internet, les questions sont discutées sur un modèle *multistakeholder*, où sont représentés : société civile, secteur privé, monde académique, communauté technique, organisations internationales...

Ainsi, les géants du Net, comme Google ou Apple, ou des mouvements de la société civile, proches des Anonymous, de Julian Assange ou d'Edward Snowden, ont le même droit au chapitre que les États. Jérémie Zimmerman, fondateur de la Quadrature du Net, y voit une atteinte à la démocratie, avec un système où de grandes sociétés ont « une voix, au même titre que les citoyens », alors qu'elles n'ont pas « de carte d'électeur ». Il ajoute que la « diversité de formes de prises de décisions, jointe à la diversité des acteurs, rend la tâche ardue : il est difficile de faire un état des lieux objectif pour que le politique tente de peser sur cette fameuse gouvernance »⁹. A la vérité, la place offerte aux géants du Net dans les discussions sur la gouvernance n'est que l'illustration des rapports de force sur Internet. Vint Cerf, *Chief Internet evangelist* pour Google, reconnaît que les États-Unis jouent « un rôle unique au niveau du système de noms de domaine », mais ce ne sont pas eux qui contrôlent Internet. Selon lui, ce sont « les ingénieurs, ceux qui écrivent les codes, qui créent les applications, sont ceux qui déterminent ce qu'Internet peut faire »¹⁰.

Ces ingénieurs ne sont plus organisés en communautés ouvertes où chacun peut contribuer de manière égalitaire au projet global. Cette utopie d'un Internet libertaire des pionniers a vécu. Tous les meilleurs développeurs des technologies sont recrutés par des méga-entreprises telles que Facebook, Apple, Amazon ou Google. Ces nouvelles « super-puissances »¹¹, sûres de leur force, défient désormais les États, y compris l'Administration de Washington. Ceci, d'autant plus que, pour Bernard Benhamou (ancien conseiller de la délégation française au sommet des Nations-Unies pour la société de l'information et ancien délégué aux usages de l'Internet), les révélations d'Edward Snowden ont « pour la première fois, créées un schisme aux États-Unis mêmes, entre les acteurs économiques de l'Internet, pour lesquels la confiance est la clef de voûte de leur activité, et les agences de sécurité, dont l'inclination naturelle sera toujours d'aller le plus loin possible dans la surveillance du réseau »¹².

Ainsi, les initiatives prises par des États contestant uniquement la gouvernance technique du réseau par les États-Unis, à l'image de la conférence NetMundial, ne semblent pas être en mesure d'apporter une réponse globale et durable aux défis posés. Avec Internet, la puissance, c'est-à-dire la « capacité d'imposer sa volonté aux autres unités »¹³ n'est plus l'apanage exclusif des États dans les relations internationales. Elle

⁸ Chiche Nathalie, « Internet, enjeu géopolitique majeur », *Le Monde*, 3 mars 2014.

⁹ Zimmerman Jérémie, Audition, Comptes rendus de la MCI sur la gouvernance mondiale de l'Internet, Sénat, février 2014

¹⁰ « 'Les États-Unis ne contrôlent pas Internet', selon le vice-président de Google », AFP, 24 avril 2014.

¹¹ Ichbiah Daniel, *Les nouvelles super-puissances*, First Edition, octobre 2013.

¹² Benhamou Bernard, Comptes rendus de la MCI sur la gouvernance mondiale de l'Internet, Sénat, Janvier 2014

¹³ Aron Raymond, *Paix et Guerre entre les Nations*, Calmann-Lévy, Paris, 1962



est aussi entre les mains de ceux qui façonnent, selon leurs propres plans et leurs propres règles, ce nouvel espace. Ce pouvoir acquis par des « super-puissances » d'un nouveau genre, qui cherchent à s'émanciper de leur tutelle américaine, représente un enjeu de puissance considérable. Dans cette logique, Google, en est actuellement l'exemple le plus abouti et le plus ambitieux.

Google : un géant en quête de puissance absolue

L'objectif de Google affiché par Larry Page, Cofondateur et PDG, était, en 2010, « d'organiser toute l'information du monde, pas juste une partie »¹⁴.

Un acteur politique international offensif

Google est présent dans le cadre des négociations internationales engagées sur la gouvernance de l'Internet. Toutefois, ses initiatives pour dominer durablement le cyberspace dépassent largement ces discussions et s'illustrent par des réalisations concrètes, mettant les États, ainsi que les entreprises et les citoyens, devant le fait accompli.

Ainsi, l'entreprise s'est lancée, aux États-Unis en 2012, avec Google Fiber, dans un projet de construction d'infrastructure de réseau Internet utilisant la fibre optique. Elle étend l'étendre à l'international. Par ailleurs, en octobre 2013, a été lancée l'Alliance pour l'Internet Abordable (Alliance for Affordable Web). Il s'agit d'une fondation soutenue par une trentaine d'organisations et d'entreprises. Même si USAID¹⁵ soutient cette initiative, c'est Google qui y apporte la contribution financière la plus importante, ainsi que sa présence, sa collaboration et ses réseaux dans le monde. L'objectif affiché est de permettre aux populations des pays émergents d'accéder à Internet à un prix abordable. Dans le même esprit, a été également mis en place, le projet Google Loon¹⁶. L'enjeu réel, ici, pour Google, est le marché du « Next Billion », le prochain milliard d'internautes. Concrètement, ces initiatives permettent à Google de modeler ces nouveaux marchés selon sa vision et, ainsi, s'assurer de « fournir des contenus, des services et fournir de la publicité à des milliards de personnes »¹⁷ supplémentaires pour soutenir sa croissance.

Concernant les contenus en ligne, Google, comme les autres géants du Web, défie les autorités publiques notamment en matière de libertés individuelles, propriété intellectuelle ou fiscalité. Avec leurs conditions générales d'utilisations, ils encadrent et conditionnent les comportements des internautes. Leurs règles prévalent en matière de gestion des données personnelles. Twitter, Facebook ou Apple appliquent également des censures politiques sur des questions qu'elles jugent, par elle-même sensibles, sans aucune possibilité de recours, par exemple : des dessins jugés inappropriés ou des

¹⁴ « Google : 'Notre ambition est d'organiser toute l'information du monde, pas juste une partie' », Interview de Larry Page, *Le Monde*, 21 mai 2010.

¹⁵ USAID (United States Agency for International Development) est l'agence d'aide américaine de développement international.

¹⁶ Le projet, issu du laboratoire de recherches secret Google X Lab dirigé par le cofondateur de Google Sergey Brin, tire son nom du mot « Loon », diminutif de « balloon », ballon ou synonyme de « fou », « dingue ». Chaque ballon, de quinze mètres de diamètre, flotte à une vingtaine de kilomètres d'altitude (soit deux fois plus haut que les avions de ligne) et permet une connexion sur 40 kilomètres autour de lui, avec des débits équivalents à de la 3G (source : Wikipedia, le 19 mai 2014).

¹⁷ Pépín Guénaël, « Le père du Web et des géants d'Internet s'allient pour connecter les pays émergents », *Le Monde*, 7 octobre 2013.



profils fermés pour cause d'usage d'un pseudonyme. Dans ce contexte, les citoyens ne disposent pas d'instances de recours responsables, « susceptibles de fournir des arbitrages stables et prévisibles et disposant d'une légitimité démocratique à proprement parler »¹⁸. De plus, agissant dans un espace déterritorialisé, elles rendent difficile pour les États le respect de leurs lois et la levée de leurs impôts. Par exemple, en 2011, Google France aurait déclaré seulement 138 millions d'euros de revenus en France et réglé 5,4 millions d'euros d'impôt sur les sociétés, pour un chiffre d'affaires estimé, en réalité, à 1,3 milliard d'euros. Avec de telles pratiques, ce qui est en cause c'est la capacité des États « à exercer leur souveraineté de manière effective »¹⁹.

En plus, dès lors que ses intérêts semblent être menacés par un gouvernement ou un parlement, Google se montre particulièrement actif en matière de lobbying. La ligne défendue, de manière générale est celle d'un Internet sans censure ni contrôle, lui permettant de poursuivre le développement d'innovations et d'activités nouvelles sans entrave. Désormais, à Washington, Google, comme Facebook, engage des sommes record dans la défense d'intérêts auprès du Congrès américain : plus de 5 millions de dollars au premier semestre 2012²⁰. De plus, Eric Schmidt, Président exécutif de Google, a été un conseiller informel ainsi qu'un des principaux donateurs de la première campagne de Barack Obama. Il siège maintenant au Conseil présidentiel pour la Science et la Technologie (President Council of Advisors on Science and Technology). En Europe, Google se montre particulièrement offensif dans le cadre des propositions de réglementation en matière de données personnelles, de manière directe avec une représentation à Bruxelles, mais également au travers d'« associations-écrans » tels que « European Privacy Association (EPA) »²¹. Au niveau français, on assiste au « lobbying habile du géant d'Internet »²², qui a recruté pour sa direction, des anciens hauts fonctionnaires et membres de cabinet ministériel, rompus aux pratiques institutionnelles nationales.

Google est à même de développer de telles opérations offensives, sur la scène politique internationale grâce à un incroyable trésor de guerre acquis les quinze dernières années.

Une puissance économique hors norme

Créé par deux étudiants de Stanford, Sergey Brin et Larry Page au milieu des années 1990 dans un garage, comme la plupart des start-ups californiennes, Google est aujourd'hui valorisé à près de 380 milliards d'euros à Wall Street.

L'entreprise connaît un tel essor et peut déployer sa force de frappe grâce aux gains qu'elle engrange par ses activités en matière de publicité, avec la création d'AdWords en 2002, d'AdSense en 2003 puis le rachat de Double Click (pour 3,1 milliards de dollars en 2008). AdWords propose des liens sponsorisés liés à des mots clés sur la page de résultats du moteur de recherche et AdSense analyse le contenu d'un site pour proposer

¹⁸ ARSENE Séverine, « Vers une recomposition des pouvoirs : Internet et réseaux sociaux », *CERISCOPE Puissance*, 2013.

¹⁹ ARSENE Séverine, « Vers une recomposition des pouvoirs : Internet et réseaux sociaux », *CERISCOPE Puissance*, 2013.

²⁰ Rao Leena, « Google, Facebook Spent Record Amounts On D.C. Lobbying In Q1 2012 », *Techcrunch.com*, 22 avril 2012.

²¹ Lefebvre Jean-Sebastien, « Données personnelles, lobbying américain massif à Bruxelles », *Contexte.com*, 9 septembre 2013.

²² Ducourtieux Cécile, « Google Influences : le lobbying habile du géant d'Internet en France », *Le Monde*, 21 décembre 2012.



des liens sponsorisés contre rémunération au propriétaire du site. Enfin, DoubleClick permet le placement de bannières publicitaires contextuelles, ayant un rapport avec le contenu de la page. Avec ces services l'entreprise a trouvé une formule magique, en devenant un acteur incontournable de la publicité en ligne. En effet Adwords, qui représente à lui seul deux tiers du chiffre d'affaires global, fonctionne par un système d'enchères entre annonceurs. Les prix qu'ils proposent déterminent leur position dans les liens sponsorisés sur les pages de résultats Google (en haut et à droite). Ce sont ceux qui payent le plus qui se trouvent en haut de liste, les autres viennent ensuite en fonction des montants décroissants qu'ils versent à Google. Ainsi, la compétition entre ces annonceurs fait monter les sommes dépensées par chacun d'entre eux, au seul bénéfice du géant de Mountain View. Le moteur de recherche étant ultra-dominant (92 % des requêtes en France, 93 % en Allemagne et jusqu'à 96 % en Espagne), le recours à ces liens sponsorisés est devenu un passage quasi obligé pour les entreprises souhaitant se développer en ligne.

Résultat, en 2011, le nombre d'annonceurs Adwords était estimé à 2,6 millions dans le monde, dont 170 000 en France. Le montant quotidien déboursé, dans ce budget, d'une entreprise comme Amazon est estimé à 118 000 dollars, 92 000 dollars pour Expedia ou 70 000 dollars pour eBay²³. En France, toujours en 2011, Orange aurait dépensé 2,5 millions de dollars. La publicité a représenté en 2013, 93 % du chiffre d'affaire global de Google, soit 15,7 milliards de dollars. Aux États-Unis, près de 75 % des revenus publicitaires en ligne sont capté par ce géant.

Grâce à ces revenus hors norme, Google se reconstitue, en permanence, une incroyable trésorerie. Elle était estimée, fin 2013, à 58,7 milliards de dollars. Grâce à ce trésor de guerre, l'entreprise est libre de s'engager dans tout type de projet. A ce titre, elle a notamment développé des activités et investissements dans :

- L'Internet : publicité (AdWords, AdSense, Double Click), les messageries et réseaux sociaux (Gmail, Google +, Picasa), la video (YouTube) ;
- Les logiciels : Google Earth, Chrome ;
- La technologie et les télécoms : Android, Nexus, Motorola ;

Dans un grand nombre de ces domaines, le géant s'est imposé très rapidement comme le leader incontournable. Android équipe désormais plus de 80 % des smartphones dans le monde et YouTube est également le leader incontesté de la vidéo en ligne. La plupart de ces services sont gratuits pour les utilisateurs. Pour renforcer cette assise, Google a su créer des synergies entre ces différents services, rendant les utilisateurs captifs d'un écosystème. Plus ils utilisent ces services, plus Google a d'informations et est donc à même de proposer des publicités en fonction de leurs goûts, habitudes ou localisations géographiques, et ainsi accroître encore ses profits. « Google a la capacité d'analyser et suivre à la trace l'internaute, en vue de dresser un profil marketing de grande précision. Quels sont les sites qu'il visite ? Qu'est-ce qu'il aime ? Sur quel type de publicité clique-t-il ? Qu'est-ce qu'il achète ? »²⁴.

²³ Source : <http://www.info-ecommerce.fr/4404/les-plus-gros-budgets-adwords-au-monde>.

²⁴ Ichbiah Daniel, *Les nouvelles super-puissances*, First Edition, octobre 2013.



Le géant américain cherche à étendre ce modèle économique, qui crée de la valeur à partir des données des utilisateurs, dans le monde physique. Des projets tels que les Google Glass permettant d'être immergé en permanence dans une réalité augmentée, ou encore la Google Car, une voiture autonome sans chauffeur, illustrent cette ambition. De sorte que les individus ne seront plus captifs de Google uniquement lorsqu'ils seront connectés via un ordinateur ou un smartphone mais pour toutes leurs activités. Dans ce contexte, nous verrons « du réel que ce que Google voudra bien nous montrer, exactement comme la société nous montre d'Internet que ce que son algorithme veut bien nous montrer »²⁵.

Mais ce n'est pas tout. Aujourd'hui, l'ambition de Google ne s'arrête plus à l'organisation de « toute l'information du monde »,²⁶ elle vise à construire « une humanité augmentée » intégrant « des machines pour aider les gens à faire mieux les choses qu'ils n'arrivent pas à faire bien »²⁷.

Une ambition démiurgique

Après une décennie consacrée à constituer une incroyable machine hégémonique sur Internet, source de profits hors norme, de nouvelles ambitions se font jour à la tête de Google. En 2011, Eric Schmidt a quitté ses fonctions de PDG, qu'il occupait depuis 2001, pour devenir Président exécutif. Plus expérimenté en matière de business, il avait été recruté pour assumer des responsabilités de gestion et de stratégie. Désormais, les deux fondateurs historiques, Larry Page et Serguey Brin, sont respectivement PDG et dirigeant du mystérieux Google X Lab. Ce changement illustre le passage à une nouvelle étape laissant les mains plus libres aux deux génies des mathématiques et de l'informatique, passionnés par l'intelligence artificielle.

Larry Page imaginait, déjà, il y a quelques années que « Google serait finalement un implant cérébral qui vous donnerait la réponse quand vous pensez à une question ». Quant au laboratoire dirigé par Serguey Brin, il a pour philosophie de prendre les « grands problèmes » de l'humanité et chercher une solution dix fois meilleure que l'existant »²⁸. Leur approche s'inscrit dans le transhumanisme, un courant de pensée dont l'un de plus célèbre théoricien, Raymond Kurzweil, a été embauché par Google, en 2012, en tant que directeur de l'ingénierie. Cette discipline prône l'usage des sciences et technologies pour augmenter les capacités de l'homme.

« Les transhumanistes soutiennent une vision radicale des droits de l'humain. Pour eux, un citoyen est un être autonome qui n'appartient à personne d'autre qu'à lui-même, et qui décide seul des modifications qu'il souhaite apporter à son cerveau, à son ADN ou à son corps au fil des avancées de la science. Ils considèrent que la maladie et le vieillissement ne sont pas une fatalité. La domestication de la vie pour augmenter nos capacités est l'objectif central des transhumanistes »²⁹

²⁵ De Lima Pascal, « Google ou la route de la servitude », *Le Monde*, 3 avril 2014.

²⁶ « Google : 'Notre ambition est d'organiser toute l'information du monde, pas juste une partie' », Interview de Larry Page, *Le Monde*, 21 mai 2010.

²⁷ Voir : Sadin Eric, *L'humanité augmentée*, Editions l'échappée, 2013.

²⁸ Picquard Alexandre, « Google, une certaine idéologie du progrès », *Le Monde*, 26 septembre 2013.

²⁹ Alexandre Laurent, « Google et les transhumanistes », *Le Monde*, 18 avril 2013.



Les récents développements de l'entreprise, notamment dans les secteurs de la santé et de la robotique, illustrent cet engagement. Ainsi Calico, créé en septembre 2013 dans le cadre de Google X Lab a pour objectif d'augmenter l'espérance de vie d'ici 2035 en s'attaquant au défi de l'âge et des maladies associées, voire accéder à l'immortalité. Deep Mind, start-up britannique rachetée pour 400 millions de dollars en décembre 2013, vise à créer une génération de super robots capables de penser et de ressentir comme les Hommes. Enfin, Boston Dynamics, qui est entré dans le giron de Google pour un montant non dévoilé, est spécialisée dans la robotique et collabore essentiellement avec la DARPA (Defense advanced research project agency), l'agence du Pentagone chargée de la recherche et du développement de nouveaux matériels militaires. Cette société s'est illustrée par des machines zoomorphes, reconnues pour leur agilité et leur rapidité record³⁰. Il faut noter que, quelques mois auparavant, au printemps 2012, la patronne de la DARPA, Regina Dugan, avait rejoint l'équipe de direction de Google. Elle y occupe actuellement le poste de Vice-présidente de l'ingénierie, de la technologie avancée et des projets.

Ces nouvelles activités ouvrent de troublantes perspectives où Google, après s'être imposé comme un intermédiaire incontournable dans des domaines comme la recherche d'informations, le commerce ou la publicité pourrait étendre son empire à des activités, jusqu'ici pilotée par les États, telles que la santé publique, l'éducation ou la défense.

Ce qui est en jeu touche à la souveraineté et à la liberté puisque les orientations prises par quelques dirigeants d'une société privée, sans aucune légitimité représentative, sont celles qui risquent de déterminer les valeurs et les règles s'imposant, sans recours possible, à des milliards de personnes, voire à l'Humanité. Déjà, Larry Page et Sergey Brin, « apprentis dictateurs » s'essayent « allégrement sur les principes de la démocratie actionnariale »³¹.

Conclusion

D'une entreprise coopérative issue du système américain et au service de celui-ci, Google est devenu progressivement un acteur en coopération avec l'administration de Washington. Avec sa puissance économique, son action influente vis-à-vis des pouvoirs publics et ses ambitions de transformer non plus seulement le monde, mais également les humains, Google prend désormais l'allure d'un empire totalitaire imposant ses règles et valeurs. Face à cela, le système américain est affaibli par ses excès en matière de sécurité et de renseignement, opérés depuis le 11 septembre 2001 : guerres illégitimes, lois extra territoriales, surveillance généralisée, etc. Cette évolution des rapports de force donne le sentiment qu'un Google conquérant, même devenu fou, ne pourrait plus être arrêté par le gouvernement des États-Unis. Depuis quelques mois, des mouvements citoyens et des parlementaires du Congrès se saisissent du sujet, sans réelle influence.

³⁰ Voir les vidéos Boston Dynamics sur YouTube : <http://www.youtube.com/user/BostonDynamics>.

Dans l'une d'entre elles, « *Big Dog* » se saisit d'un parpaing pour le lancer et le briser sur le sol. Dans une autre, « *Wild Cat* », très agile, court à une vitesse supérieure au record humain.

³¹ Jacquin Jean-Baptiste, Page et Brin, « Apprentis dictateurs chez Google », *Blog Pertes & Profits*, 4 avril 2014. URL : <http://ecobusiness.blog.lemonde.fr/2014/04/04/page-et-brin-apprentis-dictateurs-chez-google>.



Face à cela, l'Europe, si elle s'en donne les moyens, pourrait imposer un autre modèle. Premier marché mondial du numérique avec 500 millions de consommateurs particulièrement exigeants concernant les données personnelles et des droits humains, elle a la dimension suffisante pour imposer de nouveaux standards à une entreprise comme Google. Ce premier pas serait une grande avancée, mais qui ne serait pas suffisante. Pour que la France et l'Europe ne deviennent pas définitivement une colonie d'un monde dirigé par Google, il leur faudra également savoir valoriser leurs atouts éducatifs et technologiques, afin de proposer des industries performantes dans ce monde hyper connecté.

Septembre 2015

Spin Partners

55, rue du faubourg Montmartre - 75009 Paris
Tél. : + 33 1 40 16 07 07 - Fax : + 33 1 48 74 43 38
Email : info@spinpartners.fr – Site : www.spinpartners.fr

Bibliographie

Bellanger Pierre, *La souveraineté numérique*, Seuil, 2014.

Fayon David, *Géopolitique de l'Internet – Qui gouverne le monde ?*, Paris, Economica, 2013.

Ichbiah Daniel, *Les nouvelles super-puissances*, First Edition, octobre 2013.

Morin-Desailly Catherine, *L'Union européenne, colonie du monde numérique ?*, Rapport d'information n° 443 (2012-2013) fait au nom de la commission des affaires européennes, Sénat, mars 2013.

Sadin Eric, *L'humanité augmentée*, Editions l'échappée, 2013.